

## Révision de la méthodologie d'examen d'un projet d'ouvrage de stockage d'électricité dans les zones non interconnectées

*Date de la contribution : 17/06/2024*

### Introduction

Lors de la consultation de la CRE du 5 mars 2024 relative au recensement des projets de STEP en développement dans les ZNI, VALOREM avait présenté ses projets de STEP en cours de développement et avait alerté la CRE sur le manque de visibilité qui plane aujourd'hui sur le modèle économique et de développement de ces projets. En effet, le modèle actuel de l'AO stockage étant peu adapté à l'émergence de cette technologie, la visibilité et l'espérance pour l'obtention d'une rémunération sont faibles, rendant difficile leur développement.

VALOREM se félicite de la sortie de cette nouvelle consultation de la CRE en date du 23 mai 2024, dont le but est de préparer la révision du modèle actuel de l'AO stockage pour permettre l'émergence de nouvelles technologies de stockage comme les STEPs dans les ZNI.

### Modalités de transmission du dossier

**Question 1 :** Les évolutions envisagées relatives aux modalités de transmission du dossier de saisine vous paraissent-elles adaptées ?

La suppression d'un intermédiaire dans la transmission du dossier de saisine tend à simplifier la démarche et nous paraît adaptée.

Cette simplification administrative ne dispense toutefois pas d'un travail amont indispensable avec le GRD, ce qui est une bonne chose.

### Articulation entre les différentes technologies de stockage

**Question 2 :** Partagez-vous la nécessité de faire évoluer les dispositions relatives à l'articulation des différentes technologies de stockage ?

L'évolution des dispositions relatives à l'articulation des différentes technologies de stockage est indispensable pour éviter la prépondérance de certaines technologies de stockage. VALOREM en partage donc la nécessité.

**Question 3 :** Les évolutions envisagées, notamment la possibilité de saisir la CRE hors guichet en gré à gré, la possibilité de réaliser des guichets dédiés aux technologies prioritaires et de réserver un volume lors des autres guichets si les projets ne sont pas prêts, vous paraissent-elles répondre aux difficultés rencontrées ?

Ces évolutions nous semblent primordiales, nécessaires, et tout à fait bien adaptées pour faire émerger des technologies prioritaires dans les PPE (comme les STEPs), qui se heurtent aujourd'hui à une concurrence délicate avec d'autres technologies de stockage comme les batteries. Elles semblent aller très clairement dans le sens de la facilitation du développement des projets et de leur émergence.

### Documents relatifs aux autorisations administratives

**Question 4 :** Les exigences relatives aux autorisations administratives envisagées pour les projets de stockage électrochimique (batteries) et plus généralement pour les projets qui ne sont pas soumis à autorisation environnementale vous paraissent-elles adaptées ?

VALOREM ne se prononce pas sur ce point.

**Question 5 :** S'agissant des projets soumis à autorisation environnementale, notamment les projets de STEP, quels

# VALOREM

documents vous-semble-t-il pertinent d'exiger lors de la saisine ?

A la vue des délais souvent très longs de la première phase d'instruction (phase d'examen) de l'autorisation environnementale, la fourniture d'un arrêté d'autorisation ou d'un arrêté d'ouverture d'enquête publique pour la saisine de la CRE viendrait ralentir considérablement le temps de développement d'un projet de STEP. En effet, de nombreuses démarches de développement peuvent être réalisées en parallèle de la phase d'examen (foncier secondaire, affinage de la conception, etc.).

**Pour gagner en efficacité et en temps de développement, VALOREM estime qu'il serait pertinent d'exiger un avis de complétude du dossier de demande d'autorisation/de déclaration (ou éventuellement de concession) pour la saisine de la CRE, fourni par l'administration dès lors que le dossier est jugé complet, ce qui marque le démarrage de la phase d'examen.**

Il pourrait également être pertinent de demander, à la place de la complétude, l'avis de l'autorité environnementale suite à une demande d'examen du projet au cas par cas. Dans la mesure où cette démarche se fait en amont de l'autorisation environnementale et est moins cadrée sur le fond et sur la forme, un risque que des projets peu robustes candidatent est cependant présent.

**Question 6 :** Pour ces mêmes projets, à quel stade de développement et état des démarches d'autorisation est-il possible de saisir la CRE avec un dossier de saisine comportant des coûts engageants et justifiés ?

Pour des projets de STEP, le dépôt du dossier d'autorisation environnementale est synonyme de projet avancé et robuste, pour lequel un travail a été réalisé avec le GRD, des études géotechniques (au stade PRO) et de conception (à minima au stade AVP) ont été réalisées, etc. A ce stade, le développeur a donc une vision claire et suffisamment fiable des coûts du projet.

**La fourniture d'un avis de complétude pour la saisine de la CRE apporte donc une sécurité sur la robustesse des projets candidats, qui présentent à ce stade des coûts bien justifiés.**

Concernant la fourniture de coûts engageants, cela est plus délicat dans la mesure où ces derniers ne pourront être fournis que lors de l'obtention des offres finales des entreprises de réalisation, qui interviennent en toute fin de développement (juste avant le financement). La fourniture de coûts engageants pour la saisine de la CRE viendrait ainsi retarder grandement le développement des projets de STEP.

## Documents relatifs au raccordement

**Question 7 :** Partagez-vous les constats sur les problématiques rencontrées ? Identifiez-vous d'autres problématiques relatives à l'articulation entre les demandes de raccordement et les guichets stockage ?

VALOREM, n'ayant candidaté à aucun des précédents guichets, ne se prononce pas sur ce point.

**Question 8 :** Le principe général de la solution envisagée à ce stade, consistant à ne faire rentrer en file d'attente que les lauréats du guichet, répond-elle aux difficultés rencontrées ?

VALOREM estime que cette solution est satisfaisante dans la mesure où elle permet de limiter le risque porté par le porteur de projet tout en permettant une optimisation du délai de développement des projets (car la fourniture d'une PTF implique l'obtention d'une autorisation environnementale en amont de la saisine) et en améliorant la visibilité du GRD sur la robustesse de la file d'attente (en limitant les projets échoués qui en sortent).

**Question 9 :** Les solutions identifiées relatives à l'estimation du coût de raccordement des différentes combinaisons de projets lors de la phase d'instruction vous paraissent-elles adaptées ?

VALOREM ne se prononce pas sur ce point.

**Question 10 :** Identifiez-vous d'autres solutions susceptibles de répondre aux problématiques rencontrées ?

VALOREM ne se prononce pas sur ce point.

## Dimensionnement des projets de batteries

**Question 11 :** Partagez-vous les constats sur les problématiques évoquées ?

VALOREM ne se prononce pas sur ce point.

**Question 12 :** La fixation par la CRE de certaines caractéristiques des installations (rapport énergie / puissance, fourniture d'inertie, durée du contrat et nombre de cycle annuels) vous semble elle opportune ?

VALOREM ne se prononce pas sur ce point.

**Question 13 :** Les valeurs considérées pour ces différents paramètres vous paraissent-elles adaptées ?

VALOREM ne se prononce pas sur ce point.

**Question 14 :** Identifiez-vous d'autres caractéristiques qui gagneraient à être prescrites et à quelles valeurs le cas échéant ?

VALOREM ne se prononce pas sur ce point.

## Calendrier des prochains guichets

**Question 15 :** Avez-vous des remarques sur le calendrier envisagé ?

VALOREM estime, à la vue de la maturité de ses projets de STEP en développement sur les différents territoires, qu'il ne pourra probablement pas candidater aux premiers guichets proposés (notamment en 2025). Il semble donc important de prévoir un renouvellement fréquent de ces guichets (à la maille annuelle, ou éventuellement tous les deux ans), afin d'éviter des délais trop longs pour des projets qui arriveraient à maturité juste après la date d'un guichet.

VALOREM reste cependant grandement mobilisé pour faire avancer autant que possible l'ensemble de ses projets de STEP dans les ZNI, afin d'anticiper au maximum la tenue des guichets suivants.

**Question 16 :** Identifiez-vous des dispositions de la méthodologie non abordées dans la présente consultation qui mériteraient d'être modifiées et pour quelles raisons le cas échéant ?

VALOREM ne se prononce pas sur ce point.